



# MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

### Fiche 3.2 Valoriser les biodéchets



Contrat de  
Transition  
Écologique

#### UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

**Les biodéchets constituent une part importante des ressources valorisables dans une logique d'économie circulaire.**

S'il faut d'abord concentrer les efforts sur leur prévention, notamment par la lutte contre le gaspillage alimentaire, ils restent nécessaires pour permettre une valorisation de qualité (amendements organiques, compostage, méthanisation) en veillant à ne pas les mélanger à d'autres flux de déchets. Le tiers des ordures ménagères résiduelles est encore composé de déchets putrescibles, soit en moyenne près de 85 kg/hab/an, aujourd'hui incinérés ou envoyés vers des installations de stockage alors qu'ils pourraient faire l'objet d'une valorisation organique.

**La valorisation organique via le compostage, l'épandage ou la méthanisation permet ainsi de faire retourner au sol ou de transformer des matières organiques brutes en une matière valorisable,** le compost, le broyat ou le digestat, adapté aux besoins agronomiques des sols. Dans le contexte actuel d'appauvrissement des sols en matières organiques, il existe un réel besoin d'amendements organiques naturels que les composts de biodéchets ou les broyats de jardin peuvent en partie combler. De même, la substitution des apports en engrais de synthèse par des engrais organiques comme les digestats issus de la méthanisation est appréciable d'un point de vue environnemental.

**La valorisation énergétique de la biomasse présente aussi des enjeux autour de l'organisation de la filière biomasse-énergie et la limitation des risques de surexploitation ou de détournement de ressources.** Le terme « biomasse-énergie » désigne ainsi l'ensemble des procédés de valorisation énergétique de sous-produits et de déchets organiques animaux ou végétaux.

La biomasse est considérée comme une énergie renouvelable, car le CO<sub>2</sub> libéré lors de sa combustion est celui qui a été stocké durant son développement (bilan CO<sub>2</sub> « neutre »).

**Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les personnes qui produisent ou détiennent une quantité importante de biodéchets ont l'obligation de trier ces biodéchets et de les faire valoriser dans des filières adaptées.** Sont concernées principalement les entreprises d'espaces verts, de la grande distribution, les industries agroalimentaires, les cantines et restaurants, les marchés. Les seuils ont progressivement été abaissés. En 2012, l'obligation concernait les professionnels qui produisent plus de 120 tonnes de biodéchets par an ou plus de 1500 litres d'huiles alimentaires usagées par an. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, ce sont les professionnels produisant plus de 10 tonnes par an de biodéchets, et de 60 litres par an pour les huiles, qui sont concernés.

Cela correspond par exemple aux marchés de gros ou forains, à certains restaurateurs, aux petites surfaces de distribution alimentaire. La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire prévoit d'abaisser ce seuil aux professionnels produisant plus de 5 tonnes de biodéchets par an (au 1<sup>er</sup> janvier 2023). Par ailleurs, cette loi avance l'obligation de tri des biodéchets pour tous les producteurs ou détenteurs au 31 décembre 2023.

**Les collectivités ont accès à toute une palette d'outils pour la mise en œuvre du tri à la source des biodéchets :** gestion de proximité (compostage domestique, partagé en pied d'immeubles ou à l'échelle d'un quartier) avec traitement in situ, collectes séparées (en porte-à-porte ou en apport volontaire) avec traitement centralisé (compostage industriel, méthanisation).

## QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

### ■ 1<sup>re</sup> étape : associer tarification incitative et tri à la source pour être plus efficace

Afin d'aller vers une gestion optimale des biodéchets, il est nécessaire d'associer tarification incitative et tri à la source des biodéchets. Cette solution permet d'accroître la réduction de la production d'ordures ménagères résiduelles (OMR), la maîtrise de l'impact économique de la collecte séparée des biodéchets le cas échéant et du coût global de la gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA). Elle peut également être menée aux côtés d'une politique de prévention et de lutte contre le gaspillage alimentaire, afin de réduire au maximum la masse de déchets et d'organiser la valorisation du résidu.



La Communauté d'agglomération du Cotentin a mis en place un système de tri et de broyage des déchets verts à domicile. Pour en savoir plus, cliquez ici.

📞 **Christian Joliton**, directeur de la DDMA de la CA du Cotentin [christian.joliton@lecotentin.fr](mailto:christian.joliton@lecotentin.fr) 02 33 08 27 04

Pour les collectivités territoriales, il faut donc rechercher la complémentarité des organisations (gestion de proximité et autonome, gestion centralisée) au travers d'une analyse locale tenant compte des spécificités, avec pour objectif d'atteindre la performance attendue à un coût maîtrisé. Engager une réflexion sur les modes de traitement des biodéchets peut ainsi favoriser l'émergence de solutions techniques et d'organisations nouvelles et doit permettre de définir le plan d'action à mettre en œuvre. C'est notamment le cas pour le développement de la biomasse-énergie, en réponse aux besoins énergétiques du territoire.



L'Association des îles du Ponant valorise énergétiquement les déchets de bois et des ligneux issus de la gestion des Landes d'Ouessant. Pour découvrir leur projet, cliquez ici.

📞 **Denis Bredin**, directeur de l'association [d.bredin@iles-du-ponant.com](mailto:d.bredin@iles-du-ponant.com) 02 97 56 52 57

### ■ 2<sup>e</sup> étape : assurer un traitement adapté et agréé des biodéchets

Les biodéchets font l'objet d'une réglementation stricte et les collectivités doivent donc assurer un traitement adapté et agréé, dans le respect des règles sanitaires (hygiénisation des déchets traités). Le but est d'éviter tout risque pour la santé animale et la santé publique. Il faut donc identifier et impliquer les utilisateurs des composts ou digestats dès la conception d'une opération de collecte séparée des biodéchets, avec l'appui des chambres d'agriculture.



Le PETR du Pays de Balagne a mis en place un service itinérant de broyage des végétaux pour couvrir l'intégralité de son territoire. Pour plus d'informations, cliquez ici.

📞 **Juliette Bouhet-Massiani**, chargée de mission au PETR [paysdebalagne@orange.fr](mailto:paysdebalagne@orange.fr) 04 95 56 28 89

Il est aussi nécessaire de s'assurer que le retour au sol des composts et des digestats se fasse avec des produits organiques de qualité et une bonne connaissance analytique de leur composition (en vue de substitution d'engrais fertilisants, enrichissement du sol en matières organiques, limitation des gaz à effets de serre).

### ■ 3<sup>e</sup> étape : associer les citoyens à cette politique de gestion des biodéchets

Les collectivités doivent s'organiser pour donner, dans le cadre de leurs compétences, les moyens aux citoyens d'effectuer une réduction des biodéchets puis un tri à la source. Ces moyens sont variés et doivent être adaptés au territoire et à l'habitat : gestion de proximité (compostage domestique, pied d'immeuble, de quartier), collectes séparées (porte à porte, apport volontaire). Des solutions de réemploi comme la récupération ou la vente de composts peuvent aussi être déléguées.



**MINISTÈRE  
DE LA TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
ET SOLIDAIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*